

LES 5 ENGAGEMENTS DE L'ESIEA

École de toutes les diversités, l'**ESIEA**, qui accueille un nombre d'étudiantes ingénieures du numérique près de deux fois plus élevé que la moyenne nationale, est très engagée dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes et contre toute forme de violence et de discrimination. L'école a lancé une série d'initiatives au cours de la semaine du 8 mars 2021 :

1. **Encourager** les jeunes filles à entrer dans les métiers du numérique ;
2. **S'engager** contre les violences et harcèlement, notamment par la signature par les étudiants et l'encadrement de l'école, des chartes BNEM et BNEI ;
3. **Lutter** contre les violences sexuelles et sexistes par la formation et la sensibilisation et par l'accompagnement juridique et psychologique ;
4. **Lutter** contre la précarité menstruelle par la mise à disposition de distributeurs de protections périodiques, gratuites et bio ;
5. **Désigner** un référent égalité homme, chez les étudiants ;

Cette semaine s'est clôturée par une table-ronde, **#SiJeVeuxTuPeux**, sur le thème « **Comment en finir avec les violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur ?** ».

IRIS MARECHAL, présidente de l'**Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes**, qui animait le débat, a posé le diagnostic et rappelé quelques chiffres du rapport publié par l'Observatoire en octobre 2020 résultant de l'analyse de **10 400 réponses** d'étudiants au niveau national : **1 étudiante sur 20** est victime de viol pendant ses études, **1 sur 10** est victime de harcèlement, **1 étudiant sur 5** ne sait pas faire la différence entre viol et harcèlement. Par ailleurs, pour les étudiants interrogés, **4 grandes raisons** à cette omniprésence de la violence dans l'enseignement supérieur : l'effet de groupe (pour s'intégrer), l'alcool, l'impunité malgré le dépôt de plainte des victimes et le manque d'éducation.

Devant cet affligeant constat, que peut-on faire pour prévenir ? Question à laquelle a répondu **ELLA HAMONIC**, co-fondatrice de l'association **Sexe & Consentement**. Ella Hamonic a commencé par rappeler que **50% des viols** avaient lieu dans les **3 premiers mois** de l'année et que c'est pendant cette « zone rouge » qu'il faut agir, tant il s'agit d'un problème de santé publique et que l'éducation au consentement n'est pas systématique. L'association a, pour sa part, lancé une campagne de distribution de préservatifs avec la mention « *Pas de consentement, pas de sexe* », sur l'emballage, appelant les parlementaires présents, **Laurence Rossignol**, vice-présidente du Sénat et ancienne ministre, et **Guillaume Gouffier-Cha**, député, à porter une proposition de loi pour rendre obligatoire une telle mention sur les produits et la publicité des articles sexuels.

La prévention ne concerne pas seulement les femmes mais les hommes aussi, ce qu'a rappelé **CHARLES DELIERE**, étudiant de 3^{ème} année à l'ESIEA, membre du BDE, en faisant remarquer que, par crainte, les jeunes filles ne se mélangeaient pas beaucoup aux étudiants garçons, et qu'il fallait déconstruire les préjugés des hommes à l'égard des jeunes filles étudiantes.

Pour **LAURENCE ROSSIGNOL**, cette culture de la violence a pour rôle de tenir les filles à l'écart des écoles d'ingénieurs, notamment, pour protéger l'hégémonie masculine qui voit une concurrence dans la présence de filles. A son avis, la seule façon d'éradiquer la violence sexuelle est la totale mixité des lieux de pouvoir. En outre, elle regrette que le message envoyé aux femmes soit ambigu, d'un côté on leur demande de parler, mais de l'autre on leur enjoint de se taire en refusant de les croire. Enfin, elle adhère à la campagne « *Pas de consentement, pas de sexe* » et propose que le ministère de l'Enseignement supérieur la soutienne.

De son côté, **GUILLAUME GOUFFIER-CHA**, regrette que personne, dans l'enseignement supérieur, n'ait le courage d'affronter ce fléau, qui n'est pas un phénomène nouveau mais bien ancré dans la société. De son point de vue, il faut renforcer la parité et utiliser l'outil budgétaire.

Les adjointes au maire d'Ivry-sur-Seine, **NATHALIE LERUCH**, chargée de la lutte contre les discriminations et **MARIE PIERON**, de l'enseignement supérieur, attendent également du ministère de l'Enseignement supérieur un plus grand engagement, notamment en mettant à disposition des psychologues pour accompagner les victimes, car les chercheurs en neurosciences ont démontré que les violences sexuelles étaient celles qui faisaient le plus de ravages au niveau cérébral. La ville d'Ivry a lancé une application « *Garde ton corps* », permettant aux femmes en situation de danger de trouver un endroit sûr où se réfugier.

ISABELLE STEYER, avocate, dénonce le droit de cuissage qui a lieu encore aujourd'hui et déplore que les anciens, parmi les dirigeants d'universités répondent de façon archaïque aux victimes, ayant eux-mêmes une vision archaïque du viol. Par ailleurs, elle rappelle que la loi est peu appliquée et mal interprétée, notamment l'art. 40 qui donne la possibilité au recteur d'université de saisir le procureur de la République.

Quelques pistes juridiques ont été évoquées :

- ✓ *que les soirées étudiantes soient filtrées à l'entrée pour éviter que les anciens ne viennent « se servir » parmi les nouvelles étudiantes ;*
- ✓ *que les témoins de tels agissements puissent se constituer en groupe pour éviter qu'ils ne soient à leur tour attaqués pour dénonciation calomnieuse et isolés ;*
- ✓ *que les écoles et universités et les associations, puissent se constituer partie civile aux côtés des victimes ;*
- ✓ *que le Ministère de l'Enseignement supérieur inflige effectivement les amendes prévues par les textes, aux établissements d'enseignement supérieur qui ne respectent pas l'obligation d'assurer la sécurité des étudiantes ;*

Retrouvez la table ronde en replay sur [Facebook](#) et [Youtube](#)

[Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes](#)

[Sexe & Consentement](#)

À propos

Depuis 1958, L'ESIEA forme des ingénieur-e-s numériques de pointe qui souhaitent s'emparer des technologies pour préserver la planète et améliorer la vie des gens. Acteur historique de la révolution numérique et du monde technologique contemporain, L'ESIEA appartient à l'ensemble de ses diplômés qui assurent sa gouvernance depuis 60 ans.